

Commission des services financiers de l'Ontario



Recherche

[Recherche avancée](#)

[Accueil](#) | [Plan du site](#) | [Formules](#) | [Services en ligne](#) | [English](#) | [Contactez](#)

Services offerts dans différents secteurs de services financiers

[Assurance](#) [Retraites](#) [Audiences/Décisions](#) [Permis/Enregistrement](#) [Qui nous réglementons](#) [À propos de la CSFO](#) [Publications](#)

[Page d'accueil](#) > [Publications](#) > [Bulletins](#) > [Assurance-Vie](#) : Nouveau modèle de compétences proposé pour les agents

Taille du texte :

d'assurance-vie et compétences exigées des planificateurs financiers

[Assurance multirisques - Bulletins - Auto](#)

[Bulletins sur les régimes de retraite](#)

[Bulletins de contrôle et de mise en application](#)

[Bulletins sur les changements à la délivrance de permis](#)

[Bulletins par secteur](#)

Bulletin

No. LH-10/99

- Vie et santé

Nouveau modèle de compétences proposé pour les agents d'assurance-vie et compétences exigées des planificateurs financiers

NOTE: Les bulletins affichés sur ce site Web vous sont offerts comme références historiques seulement. Les informations qu'ils renferment sont exactes à la date de publication, mais sont sujettes à changement et peuvent avoir été remplacées par un bulletin ultérieur. Les utilisateurs sont encouragés à vérifier ces informations avant de prendre toute décision.

Les bulletins affichés peuvent contenir des formules périmées. Pour la version actuelle des formules de la CSFO, veuillez consulter la [section formules](#) de ce site Web.

À l'attention des agents de niveaux I et II de la province de l'Ontario

À la demande du comité sur la formation des agents d'assurance-vie de la Canadian Self-Regulatory Organization (CISRO) et du Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance (CCRRA), la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) engage tous les agents de l'Ontario à étudier la proposition ci-jointe de Modèle de compétences des agents d'assurance-vie et à faire part à la CISRO de leurs observations d'ici le 31 décembre 1999.

En qualité de membre du CCRRA et de la CISRO, la CSFO consulte les intervenants sur les recommandations proposées. Celles-ci visent à renforcer la protection des consommateurs en améliorant le processus de délivrance des permis d'agent d'assurance-vie applicable aux nouveaux agents dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens.

La CSFO soutient les efforts visant à élaborer une norme pertinente de compétence nationale pour les agents

d'assurance-vie, car une telle norme actualisera les normes relatives à la délivrance de permis et dotera les nouveaux agents des compétences nécessaires pour satisfaire aux attentes des consommateurs dans un marché des services financiers qui évolue rapidement.

Il est important de remarquer que les agents de niveau II qui sont déjà titulaires d'un permis ne seront pas concernés par la proposition. Celle-ci prévoit un délai raisonnable pour que les agents de niveau I passent avec succès l'examen existant de compétences de niveau II avant que la nouvelle norme ne devienne applicable.

La proposition de la CISRO, une association d'autorités de réglementation des intermédiaires dans le secteur des assurances, prévoit un processus de délivrance de permis en une seule étape qui remplacerait le processus actuel en deux volets, l'établissement de critères d'admission au niveau débutant applicables aux nouveaux agents et la révision de l'examen d'admission pour les agents de niveau I, qui devraient atteindre une norme de compétence plus élevée dans l'application de leurs connaissances à l'aide des consommateurs.

Les observations concernant la proposition de norme de compétence applicable aux agents d'assurance-vie devraient être adressées à Joanne Abram, présidente, comité sur la formation des agents d'assurance-vie, Canadian Insurance Self-Regulatory Organization, aux soins du Alberta Insurance Council, bureau 901, tour T-D, 10088, 102e avenue, Edmonton, Alberta, T5J 2Z1.

Toutes les observations reçues lors de cette consultation en Ontario seront communiquées à chacune des autorités de réglementation au Canada. Il est inutile que les agents envoient une copie de leurs commentaires à la CSFO, car la Commission recevra cette information de la CISRO.

Nous désirons que tous les agents de niveau I de l'Ontario reçoivent cette information et envoyons donc aux PDG, aux mandataires principaux ou aux directeurs du marketing des compagnies d'assurance-vie des exemplaires du présent bulletin en nombre suffisant pour que le bulletin soit distribué à tous leurs agents de niveau I. Nous envoyons également un exemplaire du présent bulletin à chaque agent de niveau II à l'adresse la plus récente communiquée par les agents à la CSFO. Le bulletin est aussi affiché sur le site Web de la CSFO (www.fSCO.gov.on.ca).

Compétences exigées des planificateurs financiers

Parallèlement à la consultation nationale sur le modèle de compétences des agents d'assurance-vie, la CSFO

collabore étroitement avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) et d'autres autorités de réglementation dans les domaines des valeurs mobilières et des assurances au Canada relativement à la proposition de **compétences exigées des planificateurs financiers**.

La CVMO organise en conjonction avec la CSFO une consultation sur un plan visant à établir une norme uniforme pour tous les intermédiaires en services financiers qui indiquent avoir des compétences particulières dans le domaine de la planification financière. L'objectif est d'élaborer une norme uniforme garantissant que les conseils en planification financière offerts par les intermédiaires en services financiers soient objectifs, complets et intégrés, de manière à répondre aux besoins des clients de tout le secteur des services financiers.

Il est prévu que la CVMO demande aux intermédiaires en services financiers de faire part de leurs observations sur cette proposition qui touchera les titulaires de permis d'agent d'assurance-vie. La proposition sera accessible sur le site Web de la CVMO (www.osc.gov.on.ca). Les réponses reçues seront communiquées aux autres autorités de réglementation.

Publication du Rapport de consultation du groupe de travail sur les initiatives de protection des consommateurs du Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance

Il y a environ un an, le CCRRA a formé un comité chargé d'étudier plusieurs questions préétablies liées à la protection des consommateurs et de faire des recommandations dans ces domaines. Un groupe de travail du comité a élaboré, en collaboration avec les principaux intervenants, des recommandations sur les informations à fournir au point de vente, le libellé des contrats d'assurance et l'assurance erreurs et omissions, recommandations qui ont été approuvées à la réunion de septembre du CCRRA.

Un rapport sur les recommandations sera publié à la fin de novembre 1999 dans le but de consulter l'industrie. Il sera affiché sur le site Web de la CSFO: www.fSCO.gov.on.ca.

Autres sujets abordés dans le Bulletin

- Examen de la réglementation de la vente d'assurance
- Le point sur l'application
- Nouveau formulaire pour les agences sociétés
- Information sur la délivrance des permis d'agent d'assurance-vie affichée sur le site Web de la CSFO

- Recommandations sur le processus de délivrance de permis d'agent par le comité sur la formation des agents d'assurance-vie de la Canadian Self-Regulatory Organization - septembre 1999.

Examen de la réglementation de la vente d'assurance

Un grand nombre d'agents, de même que d'autres intervenants, ont transmis à la CSFO avant l'échéance d'octobre 1998 leurs observations sur le Document de travail sur la réglementation de la vente d'assurance et la coordination de règlements régissant les services financiers, publié en juin 1998. Deux rapports – Les fonds d'investissement et la protection du consommateur au Canada: stratégies pour le millénaire, de Glorianne Stromberg, et A New Framework for Market Regulation in Canada, des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, – ont ensuite paru à l'échelon national au nom d'autres autorités de réglementation.

Les propositions exposées dans le document de travail portent sur la structure réglementaire, la réglementation de la vente d'assurance et la coordination des règlements régissant les services financiers. Un sujet commun au document de travail de la CSFO et aux rapports nationaux est la structure convenant à la réglementation des pratiques de l'industrie et aux règles de prudence.

Étant donné que des discussions sur les sujets abordés dans le document de travail et les rapports nationaux sont en cours, la CSFO a décidé de ne pas donner suite pour le moment à sa proposition d'établir un nouvel organisme de réglementation, le conseil de réglementation de la vente d'assurance, qui aurait modifié la structure réglementaire régissant la vente d'assurance. La CSFO accorde toutefois la priorité à la formulation des détails des propositions fondamentales de changements aux dispositions réglementaires.

Participation des intervenants à l'examen de la réglementation de la vente d'assurance

En mars 1999, la CSFO a informé les représentants de l'industrie et des consommateurs des orientations prévues concernant les propositions fondamentales exposées dans le document de travail. Elle a invité ces intervenants à faire part de leurs observations sur les initiatives particulières que la CSFO proposait de mettre en œuvre.

La CSFO a achevé le classement de tous les sujets particuliers se rattachant aux propositions, en les regroupant de manière à ce que les questions connexes puissent être étudiées conjointement. Les sujets ainsi regroupés sont notamment les catégories de permis spécialisés, l'aiguillage et le partage des commissions, un fonds

d'indemnisation, la vente de polices d'assurances collectives, la reddition de comptes, la surveillance, les exigences en matière de propriété applicables aux distributeurs intégrés, le travail à temps partiel et l'enregistrement.

La CSFO a formé des groupes consultatifs techniques d'intervenants chargés d'aider à affiner la proposition les concernant. Ces groupes de travail ont débuté leurs travaux en octobre 1999. La CSFO continue d'étudier le degré de priorité à accorder à chaque sujet de manière à ce que les groupes de travail puissent examiner ces thèmes selon l'ordre des priorités.

Le point sur l'application

La CSFO a en vigueur une politique d'application juste et progressive. Par exemple, les agents qui commettent des infractions mineures reçoivent généralement un blâme ou un avertissement par écrit. Si l'auteur de l'infraction ne tient pas compte de l'avertissement, il peut s'attendre à une sanction plus sévère. Les infractions plus graves sont traitées au niveau suivant d'application de la réglementation, soit en général une poursuite menant à une amende. Les infractions les plus graves sont sanctionnées par la suspension ou la révocation du permis.

Au cours des 12 derniers mois, la CSFO a procédé à l'application de 192 mesures législatives, ce qui représente un nombre appréciable d'activités d'application. Le tableau ci-après donne des détails sur le genre de mesures prises.

<u>Genre de mesures prises</u>	<u>Nombre d'affaires</u>
Lettres de blâme	40
Conditions imposées à l'émission de permis par procès-verbal de transaction	59
Condamnations et amendes imposées par la Cour des infractions provinciales	30
Suspensions de permis par révocation de parrainage	29
Suspensions de permis	23
Révocations de permis	<u>11</u>
	192

Outre ces mesures d'application, la CSFO mène des activités de contrôle régulières tout au long de l'année. Au cours des 12 derniers mois, elle a effectué 7119 contrôles de conformité. Le tableau qui suit donne des détails sur le genre d'activités de contrôle entreprises.

<u>Activités de contrôle</u>	<u>Nombre d'affaires</u>
Vérifications relatives à la formation permanente	1013
Vérifications du casier judiciaire	5897
Examens de plaintes	<u>209</u>
	7119

Tous les détails concernant les mesures d'application prises par la CSFO sont donnés dans les bulletins trimestriels de contrôle et de mise en application de la CSFO, accessibles sur le site Web de la Commission (www.fSCO.gov.on.ca).

Nouveau formulaire de demande pour les agences sociétés

La CSFO a rationalisé le processus de demande à l'intention des agents. Nous avons créé un formulaire de demande à l'intention des agences sociétés en y incorporant des questions provenant de 12 anciens formulaires. Vous trouverez un exemplaire du nouveau formulaire joint au présent bulletin.

Avant de diffuser le nouveau formulaire, nous l'avons mis à l'essai de façon approfondie sur le terrain au cours de l'été 1999. Les résultats ont confirmé que le formulaire sert les fins visées.

Le titre officiel du formulaire est *Application for insurance incorporation / partnership; insurance adjuster corporation / partnership; agent's (other than life) corporation/partnership*. Pour obtenir ce formulaire, à quelque moment que ce soit, il suffit de le télécharger sur le site Web de la CSFO (www.fSCO.gov.on.ca).

Le nouveau formulaire peut servir à la présentation des demandes suivantes:

- permis d'agent d'assurance-vie de société
- permis d'agent d'assurance-vie de partenariat
- permis d'agent de société (autre que pour l'assurance-vie)
- permis d'agent de partenariat (autre que pour l'assurance-vie)

- permis d'expert d'assurance de société
- permis d'expert d'assurance de partenariat
- renouvellement de permis d'agent d'assurance-vie de société
- renouvellement de permis d'agent d'assurance-vie de partenariat
- renouvellement de permis d'agent de société (autre que pour l'assurance-vie)
- renouvellement de permis d'agent de partenariat (autre que pour l'assurance-vie)
- a renouvellement de permis d'expert d'assurance de société
- renouvellement de permis d'expert d'assurance de partenariat

Information affichée sur le site Web

Les agents devraient savoir qu'ils trouveront de l'information très complète concernant la délivrance des permis sur le site Web de la CSFO.

Même si le site Web renferme une mine de renseignements sur un large éventail de services financiers réglementés par la CSFO, les agents seront probablement très intéressés par les sections suivantes de la partie de notre site Web consacrée à la délivrance de permis:

- une liste complète des agents titulaires d'un permis en Ontario
- la liste des agents qui ont fait l'objet de sanctions – voir la section «Mécanismes d'application»
- la liste de toutes les agences sociétés
- les Règles de pratique et de procédure pour les audiences tenues devant un conseil consultatif
- un manuel de référence sur la délivrance de permis
- un avis aux consommateurs – décision de la Cour de l'Ontario concernant la compagnie Armada Assurance
- les compagnies d'assurance titulaires d'un permis en Ontario.

Afin d'obtenir des exemplaires de tout formulaire lié au processus de délivrance de permis, il suffit de se rendre sur le site Web de la CSFO et de télécharger les formulaires nécessaires.

La directrice générale et surintendante des services financiers,

Dina Palozzi

Le 19 novembre 1999

Pièces jointes (PDF):

- [Recommandations du CISRO](#)
- [Formulaire de demande de la CSFO pour les agences sociétés](#)



Pour visualiser les fichiers PDF, vous devez avoir la version 7.0 d'Adobe Acrobat® Reader. Vous pouvez télécharger ce logiciel gratuit à partir du [site Web d'Adobe](#).

Page: 558 Trouver la page:



Version à imprimer



Marquer la page d'un signet



Envoyer cette page

[Avis importants](#) | [Confidentialité](#)

[Accueil](#) | [Ministère des Finances](#) | [Plan du site](#) | [Commentaires](#) | [English](#) | [Contactez](#)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2006

Commission des services financiers de l'Ontario
5160, rue Yonge
Toronto, ON M2N 6L9
1 800 668-0128
416 250-7250



Dernière mise à jour :
1/24/2006 1:27:37 PM

**RECOMMENDATIONS ON LIFE AGENT
EDUCATION IN CANADA:**

**A REPORT OF THE LIFE AGENT EDUCATION COMMITTEE OF THE
CANADIAN INSURANCE SELF-REGULATORY ORGANIZATION (CISRO)**

Presented to and approved by
CISRO and the Canadian Council of Insurance Regulators

September, 1999

November 19, 1999

Dear Life Agents:

The Canadian Insurance Self-Regulatory Organization is pleased to provide you with a copy of the recommendations of its Committee on Life Agent Education. Both CISRO and the Canadian Council of Insurance Regulators (CCIR) have reviewed this report at their meetings in September and are now seeking comments. Regulators are consulting on a national basis, and all comments will be shared with all regulators. The Alberta Insurance Council will be co-ordinating this national consultation.

Insurance regulators have been working together to harmonize standards across Canada for many years. After consultation and policy review is complete, it is possible that the model described in this report may be implemented in many of the common-law provinces.

You will note that these recommendations are primarily directed at proficiency standards for agents entering the insurance business. The model also proposes changes to the system of step licensing used in several provinces. The report makes transitional recommendations for agents who are presently at Level I in provinces with step licensing systems. No changes are recommended for agents who are presently at Level II in provinces using step licensing.

Comments should be directed to:

Joanne Abram, Chair
Life Agent Education Committee - CISRO
c/o Alberta Insurance Council
Suite 901, T.D. Tower
10088 - 102 Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 2Z1

Comments will be shared among all regulators. The deadline for comments is December 31, 1999.

The financial services business is changing rapidly. These recommendations will help prepare agents for the new millenium.

Dina Palozzi
Chief Executive Officer and
Superintendent of Financial Services

In May 1998, the Canadian Insurance Self-Regulatory Organization (CISRO) established a committee with a mandate to review the existing licensing education requirements and determine if changes are required. A committee consisted of Alberta (chair), Ontario and British Columbia representatives (the “Committee”).

The task of reviewing the educational requirements for life agents represented a significant challenge. In the three provinces represented by the Committee, more than 9,000 persons annually qualify for a first-time life agent’s licence. The Committee immediately recognized the challenge it faced and acknowledged that its task required assistance. The Committee subsequently tendered for and retained the services of an independent consultant to assist with the project.

The Committee developed a work plan that called for the review of the existing skills profile developed for the Canadian Financial Services Sector titled, Curriculum Development and Delivery of the Financial Services Practitioner; consultation with all sectors of the industry; evaluation of industry feedback; and identifying issues. The contract to provide independent consulting services was awarded to the Colleges of Ontario Network for Education and Training (“CON*NECT”).

In preparation for its discussions with the industry, CON* NECT prepared a series of questions to be used in its interviews with industry representatives. Approximately 90 individuals from all aspects of the life insurance industry were interviewed and given an opportunity to provide feedback on the current educational requirements and any recommendations for change. One of the significant facts arising from the industry interviews was the unanimous consensus that the existing educational qualifications needed to be enhanced to serve the increasing needs of consumers in the rapidly changing financial services sector.

RECOMMENDATIONS

1. A SINGLE STEP LICENSING PROCESS

We recommend the introduction of a single-step licensing process.

In most jurisdictions, licensing of life agents consists of two levels. At both levels there is a separate education requirement. This system is less able to address the wider range of distribution channels now being used since there can be no expectation that Level I agents will be receiving the same level of company-based training. Also, since Level I and Level II agents are both dealing with consumers, it is reasonable for all agents to have the same base level of proficiency. Finally, a two level system is more complex than a one level system in an era where industry participants are looking for streamlining of regulation. Introduction of a single step license would represent a substantive step in standardizing licensing across Canada, an area where consistency is desirable.

2. INTRODUCTION OF FORMAL EDUCATION AND PRE-LICENSING TRAINING COURSE PREREQUISITES.

We recommend:

- the implementation of a mandatory, consistent, classroom-based, pre-license training program of an approximate duration of eight to ten weeks (270 hours);
- secondary school graduation, or equivalent, be identified as the minimum educational standard for employment as an insurance agent; and
- procedures be introduced to allow candidates to demonstrate equivalency, through completion of accepted tests, administered by an independent third party.

Research uncovered strong consensus and support for the need to establish an entry-level formal educational standard. This recommendation is consistent with general trends within the workplace for higher entry standards.

The majority of individuals interviewed strongly endorsed introduction of a comprehensive training program for new agents, with classroom-based training the preferred delivery option. The direct contact with instructors and classmates enhances an individual's learning. A program of this length is not an unreasonable expectation for entry into a career, and would provide a sound foundation upon which the new agent could build additional competency after licensing.

The recommendation for a training program reflects the wider range of distribution channels now being used since there can be no expectation that Level I agents will be receiving the same level of company based training. While the exact length of the training program will depend on the assessment of the time required to teach the material in the curriculum, the Committee felt it necessary to provide a reasonable estimate for those making comments on the proposal. The Committee has considered both the existence of mandatory continuing education in many jurisdictions and practical considerations for people wanting to establish careers in life insurance.

The Committee has considered the accessibility of classroom based education for agents outside of major cities. Consumers in each province are entitled to the same level of competence from agents in all parts of each province, but consumers are also poorly served if there are no insurance agents located in their communities. Insurance regulation is intended to protect consumers. The Committee recognizes that classroom based courses may not be feasible if timely availability cannot be ensured. Consideration to establishing self-study/correspondence courses may be necessary. Initially, development of a classroom based course should be the priority, and only if accessibility becomes an issue should alternative delivery processes be considered.

3. ENHANCED QUALIFYING EXAMINATION

We recommend the qualifying examination be re-focused to reflect the skills necessary for agents in the more complex environment in which they will be working.

The examination should test higher levels of learning and the application of knowledge. Candidates should be required to pass specific sections or categories of knowledge (differential pass standard) as well as the entire examination.

Since this is a re-focused approach, it is not possible to directly compare the proposed standard to existing standards. However, the curriculum blueprint combines the current Level I and Level II examination standard, adds some additional material and requires a demonstration of the application of knowledge, rather than the recollection of material. This standard should also be better suited to mature students.

4. MORE OPTIONS FOR PROGRAM DELIVERY

Regulatory standards should be developed by regulators in consultation with those affected. Development of education standards requires specialized skills and regulators will need to draw upon the experience of people trained in the delivery of education.

Consistency in the program is necessary to ensure integrity of the system, fairness to candidates, and protection to consumers. Interview participants strongly supported community college as an appropriate venue for delivery of the pre-license training. Community colleges are accessible in many communities across Canada and have experience in adult education. Relationships between colleges can help ensure consistency of delivery. However, the Committee is also aware that there are a number of associations in the financial services business that offer training and that some companies are engaged in training.

The Committee is contemplating that training will be provided on a commercial basis. Regulators will accredit course providers.

The Committee encourages those who might be interested in education delivery to provide comments.

5. ADVISORY COMMITTEE

We recommend that a process be established for the periodic review of the standards and to assess programs which are seeking regulatory recognition. This process should involve the creation of an advisory committee.

IMPLEMENTATION

Implementation will involve some transitional issues. The Committee is recommending transitional provisions in jurisdictions where step-licensing is in effect. Level II agents should be considered to meet the standard proposed. Level I agents who are in the system at the date the changes come into effect be allowed to write the existing Level II examination for a reasonable period.

The Committee expects that regulators proposing to implement these recommendations will consult with each other to coordinate the timing of implementation to the degree possible.



**APPLICATION FOR LIFE INSURANCE AGENT CORPORATION/PARTNERSHIP
INSURANCE ADJUSTER CORPORATION/PARTNERSHIP
AGENT'S (OTHER THAN LIFE) CORPORATION/PARTNERSHIP**

FEE	APPLICATION FOR	PREVIOUS YR. LICENCE NO.	COMPLETE SECTIONS
\$400	Life Insurance Agent's Corporation Licence ☐ New ☐ Renewal		A-B-D-G
\$200	Life Insurance Agent's Partnership Licence ☐ New ☐ Renewal		A-C-D-G
\$400	Agent's Corporation Licence (Other Than Life) ☐ New ☐ Renewal		A-B-D-F-G
\$200	Agent's Partnership Licence (Other Than Life) ☐ New ☐ Renewal		A-C-D-F-G
\$200	Insurance Adjuster's Corporation Licence ☐ New ☐ Renewal		A-B-D-E-G
\$200	Insurance Adjuster's Partnership Licence ☐ New ☐ Renewal		A-C-D-E-G

For FSCO Use Only	
License No. _____ Date Issued: _____ Expiry Date: _____	☐ Attachments ☐ Fee Payment Reviewed By: _____

PART A: IDENTIFICATION INFORMATION-ALL APPLICANTS

Personal information requested on this Application is collected under the authority of the *Insurance Act*, R.S.O. 1990, C.I.8, as amended. This information will be used to determine if an applicant is qualified to have a licence issued or renewed. Pursuant to the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, 1987, the personal information requested will be used to verify the information supplied from any source which may have information pertinent to the information provided. Any questions about this collection may be directed to the Senior Manager, Registration.

PLEASE PRINT OR TYPE ALL INFORMATION

Application on behalf of:					
Name under which business will be operated (if different from above - attach business registration):					
Mailing Address	_____				
City	Province	Postal Code	Telephone No.	Fax No.	E-mail Address
Contact Name:	Position:				

New Corporate Applicants:
New Partnership Applicants:
New/Renewal Applicants:
Name Change Only:

Attach Articles of Incorporation
Attach Business Registration
Attach any related amendments made to the above Articles or Registration
Attach copy of Articles of Amendment- Complete Part A only

- Responses to all required parts and questions Required signatures
- Relevant attachments and supporting documents ☐ Required fee - make all cheques and money orders payable to the
“THE MINISTER OF FINANCE”

4. It is your responsibility to ensure that your licence is always in force.

PART B: FOR CORPORATIONS

Name	Licence #	Expiry Date
------	-----------	-------------

Date of Incorporation:		Jurisdiction: ☐ Ontario ☐ Other - please specify:		
List all Shareholders/ Officers/Directors (Individual or Corporate) (Tick all applicable boxes)	Resident of Canada	Address	Occupation of Shareholder/ Director/Officer	Number and Type of Shares (Do Not State %)
	☐ Yes			
☐ Shareholder ☐ Dir. ☐ Off.	☐ No			
	☐ Yes			
☐ Shareholder ☐ Dir. ☐ Off.	☐ No			
	☐ Yes			
☐ Shareholder ☐ Dir. ☐ Off.	☐ No			
	☐ Yes			
☐ Shareholder ☐ Dir. ☐ Off.	☐ No			
	☐ Yes			
☐ Shareholder ☐ Dir. ☐ Off.	☐ No			
	☐ Yes			
☐ Shareholder ☐ Dir. ☐ Off.	☐ No			

PART C: FOR PARTNERSHIPS

Please provide the names of all partners and their **current Ontario licence numbers**, who may act in the name and on behalf of the partnership carrying on the business of insurance in Ontario.

Date of Registration:		Jurisdiction: ☐ Ontario ☐ Other - please specify:
Name	Licence No.	Expiry Date

PART D: ALL APPLICANTS

Is the corporation/partnership engaged in any business other than insurance? ☐ Yes ☐ No % of Time to Insurance: _____

If yes, state the name and nature of business: _____

List any other licences held, along with corresponding licence number: _____

Attach separate sheet if additional space required. _____

PART E: ADJUSTER'S CORPORATION/PARTNERSHIP

Please indicate the class/classes of insurance that the corporation/partnership intends to act as an adjuster for:

☐ Automobile ☐ Fire and General Casualty ☐ Public Liability ☐ Other

☐ All Classes ☐ Restricted To: _____

Will the corporation/partnership act on behalf of: ☐ the Company ☐ the Public

PART F: NOTICE OF APPOINTMENT FOR AGENT'S CORPORATION/PARTNERSHIP (OTHER THAN LIFE)

To be completed by the licensed insurer that is sponsoring the corporation/partnership.

_____ (Applicant's Name) is hereby authorized in writing to act as an agent for	
_____ (Name of Insurer) The corporation/partnership has investigated the record of the applicant and we are satisfied that:	
☐ the principals of the corporation/partnership are of good character and reputation; ☐ the corporation/partnership has the experience that is appropriate to the responsibilities of an agent of the company, and ☐ the corporation/partnership is in all respects a suitable corporation/partnership to receive a licence.	
If the company terminates, this corporation/partnership, written notice is to be given to the Superintendent, Financial Services, within 30 days of such termination, together with the reasons for the termination, in accordance with Section 393(6) of the <i>Insurance Act</i> .	
_____ (Company Name)	
_____ Signature - Authorized Officer	_____ Title
_____ Please Print - Name of duly authorized officer of company	_____ Date

PART G: ALL AFFIDAVIT

On behalf of the applicant, I, the undersigned, do hereby state:

1. The statements, declarations and answers to the questions in this application, including attachments, are true, correct and complete.
2. The applicant is familiar with the *Insurance Act* and its regulations and promises to comply with these requirements.
3. The applicant will hold itself out publicly and carry on business in good faith only in the name in which the applicant is licensed.
4. The applicant understands that any licence issued may be revoked if there is a misstatement in this application.
5. The applicant is legally entitled to carry on business in Canada and has made all the required provincial and federal government regulatory filings to ensure the current and ongoing registration of the corporation/partnership.
6. While licensed, the applicant will not occupy office space in the office of a:

bank, or other deposit-taking institution, loan corporation or finance company; mortgage broker who is not also registered as a real estate broker under the *Real Estate and Business Brokers Act*, doctor or dentist; lawyer or employee thereof; accountant, auditor or trustee in bankruptcy; police officer; member of the clergy or a minister; or full-time employee of the Government of Canada or any branch thereof, of any municipal or provincial government in Canada or any branch thereof or of a Crown corporation.

If the applicant is an Other Than Life insurance corporation/partnership, the above list also includes:

tax collector, assessor or issuer of building permits; person engaged directly or indirectly in the manufacturing, repairing, servicing or selling of automobiles or in supplying parts or accessories thereof, or an employee of such person; an employer of employees other than those employed solely for the business of the insurance agency or for the business as a travel agent registered under the *Travel Industry Act* and whose activities are restricted to travel, accident and baggage insurance, or as a real estate broker or real estate salesperson; a foreman or payroll agent; an officer or employee of an automobile association or club or an agent thereof; an employee of a brewery, brewery warehousing company or a person engaged engaged in handling or dispensing beer or spirituous liquors; or an officer or employee of a trade union or trade association.

7. The applicant will not be in a position to offer inducement or use coercion or undue influence in order to control, direct or secure insurance business.
8. The applicant will not act in the business for which this application is made until a licence is issued.

(Signature of person authorized by Applicant)

(Date)

(Please print name signed above)

(Title)

PART H: NEW APPLICANTS ONLY

Sworn before me _____
(Print name of Commissioner or Notary Public)

at the _____ in the _____
(City, Town, Village, etc.) (Regional Municipality, County, etc.)

this _____ day of _____, _____

(Signature of Commissioner or Notary Public)
(A commissioner for taking Affidavits or Notary Public)